

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3010 - MERCREDI 6 SEPTEMBRE 2017

## DÉPARTEMENT DU POOL

## Vers la mise en place d'une plateforme de dialogue pour la sortie de crise



Le bureau de l'Assemblée nationale lors de la dernière plénière

Préoccupée par la situation sécuritaire qui prévaut, depuis voici plus d'une année, dans le département du Pool, l'Assemblée nationale, sous l'impulsion

du chef de l'État, a annoncé la mise en place imminente d'une plateforme en vue d'un retour effectif de la paix et de favoriser la reprise des activités du CFCO sur

l'axe Bouansa-Brazzaville. Selon le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba qui en a fait l'annonce samedi dernier, cette plateforme mettra à contribution

plusieurs composantes, notamment les parlementaires, les notabilités traditionnelles, les personnes ressources, les ministres et les prélats. « Dans cette opé-

ration de dernière chance, Frédéric Bintsamou alias Pasteur Ntoumi, j'espère va saisir cette perche qui lui est généreusement tendue », déclarait-il. **Page 2**

## LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT

## La RDC s'allie aux pays de la CÉMAC

La République démocratique du Congo (RDC) est désormais membre associé du Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale (Gabac). Elle a signé, hier à Brazzaville, un accord avec la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CÉMAC). En adhérant au Gabac, la RDC entend mobiliser l'assistance de cette institution pour la mise à niveau de son dispositif national de riposte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

« Mon pays a donc pris la mesure du danger que représente le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme pour la stabilité politique, économique, financière et sociale de nos Etats, mais aussi pour la paix et la sécurité internationales », a précisé le vice-Premier ministre de la RDC, Emmanuel Ramazani Shadari, qui a signé, pour le compte de son pays, l'accord avec le président de la Commission de la CÉMAC, Pierre Moussa.

Page 3



Pierre Moussa et Yav-Mulang



Les journalistes africains et leurs hôtes chinois

## CHINE-AFRIQUE

## Les professionnels des médias renforcent leurs liens

A l'initiative de l'Association des journalistes chinois, vingt-quatre professionnels de médias venus de plusieurs pays africains, séjournent depuis le 4 septembre à Pékin et à Shanghai où ils ont l'occasion d'échanger sur la pratique du journalisme dans leurs pays respectifs.

Venus du Togo, de la République démocratique du Congo, de la Centrafrique, de Guinée-Bissau, du Mali, du Bénin et du Congo, les journalistes africains qui ont échangé le 5 septembre avec la vice-présidente de « All-China journalists association », Wang Changmei, saisissent l'occasion pour envisager la signature de partenariats.

Page 16

ELIMINATOIRES  
COUPE DU MONDE  
2018Les Diables  
rouges  
désillusionnés  
à Brazzaville

Après un match nul arraché à Kumasi au Ghana, dans le cadre de la 3ème journée des éliminatoires de la Coupe du monde Russie 2018, les Diables rouges n'ont pu contenir la fougue des Blacks stars du Ghana déterminés à laver l'affront que les Congolais leur ont fait subir à domicile.

Dominateurs et plus engagés, les Ghanéens n'ont pas eu la moindre pitié des Diables rouges qu'ils ont étrillés sur le score de 5 buts à zéro. Dernier du groupe E, derrière l'Ouganda, l'Egypte et le Ghana qui, grâce à cette victoire totalise 5 points, le Congo est ainsi éliminé de la course au mondial 2018.

## ÉDITORIAL

## Mise en ordre

Page 2

## ÉDITORIAL

## Mise en ordre

Ce n'est évidemment pas un hasard si Denis Sassou N'Guesso a confié à Firmin Ayessa, qui fut pendant des années son plus proche collaborateur, le soin de conduire jusqu'à son terme la réforme du très puissant appareil d'Etat figurant au coeur du programme de «rupture» sur la base duquel il s'est fait réélire à la Présidence de la République il y a un an.

Rompue aux subtilités de la gouvernance publique et assuré de l'appui de la plus haute autorité de la République en raison du long parcours effectué à ses côtés, l'ancien directeur du Cabinet présidentiel, désormais «Vice-Premier ministre chargé de la Fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale», a effectivement toutes les cartes en main pour imposer les réformes sans lesquelles la modernisation de la gouvernance publique continuerait de relever du mythe et resterait un voeu pieux.

La tâche qui lui est confiée est d'autant plus stratégique que la sortie de la crise économique et financière dans laquelle se trouve plongé notre pays depuis deux ans dépendra pour une très large part des décisions qui seront prises dans les mois à venir afin de réduire le poids de l'Etat, d'alléger le coût des services du haut en bas de l'échelle administrative, de former et de responsabiliser les fonctionnaires, d'imposer l'usage des nouvelles technologies au sein de l'appareil d'Etat, bref de faire ou plutôt de refaire de celui-ci l'un des moteurs de la dynamique nationale.

Si cette mission est menée à bien dans le temps imparti, qui ne dépasse pas quatre ans puisque le présent quinquennat s'achèvera en 2021, elle fera du Congo, l'un des pays les plus dynamiques du continent africain. Et du même coup elle le positionnera comme un modèle dans une région, le Bassin du Congo, qui va connaître de grands changements et sans doute s'imposer comme l'un des plus grands marchés de la planète en dépit des crises auxquelles l'Afrique centrale se trouve présentement confrontée.

Autant dire que tout doit maintenant être mis en oeuvre pour aider les responsables de cette mutation à la mener jusqu'à son terme dans le délai très court fixé par le chef de l'Etat.

Les Dépêches de Brazzaville

## CRISE DU POOL

## Vers la mise en place d'une plate-forme d'échanges et de dialogue



Le présidium de l'Assemblée nationale (Adiac)

Dans son discours de clôture de la plénière du samedi 2 septembre mettant en place les instances dirigeantes ainsi que le cadre juridique de l'Assemblée nationale, le président de cette institution, Isidore Mvouba, a fait savoir que le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a accédé au désir d'instaurer dans l'immédiat une plate-forme sur la question du Pool. « La décision que le gouvernement a prise de rétablir le trafic ferroviaire rejoint notre engagement de renouer au plus vite au retour de la paix dans ce département. Je tiens ici à dire de manière solennelle que le président de la République, son excellence Denis Sassou N'Guesso, a accédé sans surprise à notre désir d'instaurer dans l'im-

mediat une plate-forme d'échanges et de dialogue sur la question du Pool », a-t-il dit. « Ce travail sera mené avec les structures de l'Etat habiletées à gérer ce genre de question sous l'impulsion du chef de l'Etat en sa qualité de père de la nation garant par excellence de l'unité nationale », a-t-il ajouté.

Isidore Mvouba a, en outre, laissé entendre que les parlementaires, les notabilités traditionnelles, les personnes ressources, les ministres et les prélats vont être mis à contribution dans cette opération de dernière chance. « M. Frédéric Bintsamou, alias pasteur Ntumi, j'espère qu'il va saisir cette perche qui lui est généreusement tendue », a-t-il conclu.

Jean Jacques Koubemba

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

## ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath  
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngonu

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

## La RDC intègre le Gabac

La République démocratique du Congo (RDC) a signé, le 5 septembre, à Brazzaville un accord avec la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) pour officialiser son adhésion au Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale (Gabac) en qualité de membre associé.

En signant cet accord, la RDC devient membre associé du Gabac, un organe de la sous-région d'Afrique centrale de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. À travers cet accord signé par le président de la Commission de la Cémac, Pierre Moussa, et le ministre des Finances de la RDC, Yav-Mulang, le pays s'engage à entreprendre toute action légale dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme au sein des pays de la Cémac.

Ledit accord prévoit que ce pays devra, entre autres, se soumettre au processus de suivi et d'évaluation en la matière; contribuer au financement du Gabac à part égale au même titre que les autres pays membres; se conformer au règlement intérieur ainsi qu'au manuel des procédures administratives et financières de cette institu-



Pierre Moussa et Yav-Mulang paraphant l'accord (photo adiac)

tion. Devenue membre associé à part entière, la RDC a donc désormais l'obligation d'assurer la conformité de ses instruments juridiques et cadres institutionnels en ce qui concerne la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération.

des capacités de lutte contre ce phénomène; la promotion des partenariats stratégiques avec le secteur privé ainsi que la société civile. Dans son mot de circonstance, le vice-Premier ministre de la RDC chargé de l'Intérieur et de la Sécurité, Emmanuel Shadari Ramazani, qui a conduit la délégation de son pays, a souligné l'intérêt pour son pays d'intégrer le Gabac pour combattre aux côtés des États d'Afrique centrale le blanchiment des capitaux et le financement du

terrorisme. « La RDC, qui subit des agressions terroristes depuis quelques années dans le Nord-Kivu et le Kasaï, a pleinement conscience des liens qui existent entre le terrorisme et les réseaux mafieux financiers. C'est donc pour réaffirmer l'engagement de mon pays en faveur de la

mutualisation des efforts visant à combattre l'insécurité de nos économies que nous sommes ici à Brazzaville », a affirmé le vice-Premier ministre.

Pour sa part, le président en exercice du Gabac, Calixte Nganongo, estime qu'en mutualisant leurs efforts, les pays de la Cémac arriveront à juguler ce phénomène. « La mutualisation des efforts fournis par chacun de nos États et la mise en commun des ressources du renseignement et d'autres instruments de lutte me semblent être des voies que nous devons emprunter pour espérer, si ce n'est pour éradiquer, réduire le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme à leur simple expression », a précisé le ministre congolais des Finances et du Budget, président du Gabac, Calixte Nganongo. Rappelons que le vice-Premier ministre de la RDC était accompagné du ministre des Finances, Yav-Mulang et de celui de la Justice, Garde des sceaux, Alexis Tambwé Muamba.

Firmin Oyé

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE

## Le ministre Coussoud Mavoungou exhorte le personnel du CERGEC au travail



Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou s'entretenant avec les agents de la Cergec (Adiac)

Le ministre de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, a visité le 5 septembre à Brazzaville, le Centre de recherche géographique et de production cartographique (CERGEC) où il a exhorté le personnel au travail en vue de la visibilité de la structure.

Après avoir suivi une présentation des activités de la structure, le ministre Coussoud Mavoungou a été informé des problèmes auxquels ce centre est confronté, notamment le document graphique non actualisé; des données cartographiques incomplètes, disparates, disponibles et inadaptées. A cela s'ajoutent le manque d'entretien, le délabrement du bâtiment abritant le siège et l'insuffisance du personnel qualifié. Le ministre Coussoud Mavoungou a exhorté les cadres du CERGEC qu'ils étaient appelés à relever le défi, « faire de telle sorte qu'il y ait une visibilité. La structure se porte bien, il nous appartient de pouvoir l'accompagner. C'est ce que nous allons faire ».

Le CERGEC réalise la production des cartes topographiques et thématiques, ainsi que d'autres travaux. Il a programmé des formations en géographie, géodésie et nivellement pour les étudiants de l'université Marien Ngouabi (faculté d'histoire-géographie).

Guillaume Ondzé

## SANTÉ

## Des formateurs se recyclent pour prendre en charge les maladies de l'enfant

Le ministère de la Santé et de la population en collaboration avec l'Unicef a ouvert, le 05 Septembre à Brazzaville, un atelier de formation de vingt formateurs en Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant au niveau communautaire (PCIME-C).

La formation des formateurs s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des approches communautaires du projet de renforcement du système de santé. Elle est appuyée par Gavi, une alliance du vaccin qui a pour mission de sauver la vie des enfants et accompagnée par l'Unicef et l'OMS.

L'œuvre des formateurs communautaires consiste à atténuer le taux de la mortalité infantile due aux infections, au paludisme, à la diarrhée, aux pneumonies, à la fièvre, à la rougeole, à la malnutrition, au VIH-Sida et s'informer éventuellement du cycle de la vaccination de l'enfant.

En 2009, une étude sur l'analyse de la situation de la santé de la mère et de l'enfant avait été réalisée dans le cadre des couvertures des in-

terventions du Paquet de services essentiels (PSE). Cette étude approuvait la nécessité d'accélérer les approches communautaires pour améliorer les performances en san-

« L'organisation et la mise en œuvre des soins au niveau de la communauté restent un défi important dans le processus de la prise en charge des maladies en République du Congo. Environ 50 à 70% des décès des enfants surviennent à domicile. Et, 30% de la population congolaise a un accès difficile aux soins de qualité car résidant au-delà de cinq kilomètres du district sanitaire »

té et nutrition afin d'aider le Congo à prétendre à l'atteinte des Objectifs du développement durable (ODD). La PCIME-C va se focaliser également dans la promotion des pratiques familiales du genre: allaitement maternel, le lavage des mains, l'usage de la moustiquaire imprégnée et le suivi nutritionnel

qui contribuent à la réduction de la morbidité et de la mortalité infantile. Le conseiller à la population au ministère de la Santé, Paul Oyé Moké, a rassuré les partenaires de la mise en place par le gouvernement d'une politique d'intervention à base communautaire. Il a également reconnu les taux élevés de morbidité des enfants de zéro à cinq ans et le niveau bas de la couverture vaccinale.

« L'organisation et la mise en œuvre des soins au niveau de la communauté restent un défi important dans le processus de la prise en charge des maladies en République du Congo. Environ 50 à 70% des décès des enfants surviennent à domicile. Et, 30% de la population congolaise a un accès difficile aux soins de qualité car résidant au-delà de cinq kilomètres du district sanitaire » a indiqué Paul Oyé Moké.

Rappelons que l'implication des communautés dans les questions de santé a démontré à travers le monde, la résolution ou l'atténuation de plusieurs interventions sanitaires.

Fortuné Ibara



**BUROTOP IRIS**

# TELEFUNKEN

Le Géant allemand des téléviseurs



**LED 32" HD: 159 000 Fcfa**

**LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa**

**LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa**

**LED 55" FULL HD SMART: 549 000 Fcfa**

**LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa**

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60  
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

**PROCÈS GBAGBO/BLÉ GOUDÉ**

# Xavier Laroche reconnaît s'être basé sur un rapport d'Amnesty International

L'expert en balistique, Xavier Laroche, est le témoin de l'accusation entendu ce lundi 4 septembre par le tribunal de première instance de la Cour pénale internationale (CPI) qui juge Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé.

Xavier Laroche a expliqué que les facteurs aléatoires de la vidéo « sont trop faibles » et ne permettent pas de savoir les armes qui ont tiré sur les femmes d'Abo-bo. « Impossible d'identifier l'arme », a-t-il dit.

Mais, il a toutefois affirmé que les projectiles étaient supersoniques, c'est-à-dire qu'ils atteignent la cible avant que celle-ci ne puisse entendre le son.

Cependant, Xavier Laroche a affirmé qu'il y a une synchronisation entre les scènes, les bruits entendus, la vitesse des sons, etc. Pour dire que la vidéo est authentique. Le procès contre l'ancien président ivoirien et son ministre s'est ouvert en janvier 2016 à la CPI. Le bureau de la procureure Fa-

tu Bensouda doit convaincre les juges de la culpabilité de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé.

Ils sont accusés de quatre chefs de crimes contre l'humanité, notamment des meurtres, viols, coups et blessures et persécutions commis pendant la crise post-électorale de 2010-2011. Dans cette section, vous trouverez les comptes rendus des audiences ainsi que des articles d'analyse et des entretiens avec les acteurs du procès.

*Yvette Reine Nzaba*

**NIGÉRIA**

# Près de 400 victimes civiles tuées par Boko Haram

Au moins 381 personnes ont trouvé la mort dans des attaques et des attentats suicides perpétrés par le groupe djihadiste au Cameroun et au Nigéria depuis avril, a souligné le 4 septembre Amnesty international.

« Du mois de mai au mois d'août, le nombre de victimes civiles est sept fois plus élevé qu'au cours des quatre mois précédents. Pour le seul mois d'août, on recense 100 morts parmi les civils (au Nigéria) », a déclaré Amnesty international. En juillet, le groupe djihadiste a causé la mort à plus de 70 personnes dans l'attaque d'un convoi de prospec-

tion pétrolière dans le nord-est du Nigeria. De nombreux attentats suicides ont été commis en août dans la région de Konduga, à une vingtaine de km seulement de la capitale de l'Etat du Borno, Maiduguri. Au Cameroun voisin, Amnesty recense 30 attentats suicides depuis avril. Au-delà des attentats visant les civils, ce groupe se concentre à nouveau sur des crimes ciblant ceux qu'ils considèrent comme des informateurs des forces de sécurité.

Le président nigérian Muhammadu Buhari, de retour au pays après trois mois d'absence pour congé médical, a reconnu que le

groupe accélérât les attaques. Face à la recrudescence des attaques, il a promis « d'éradiquer » les menaces sécuritaires dans le pays dont l'insurrection djihadiste. Bien que le groupe ait perdu du terrain face à l'armée nigérienne et à la coalition régionale, la région du lac reste encore beaucoup plus passagère et de grandes parties du territoire sont inaccessibles. Le conflit a fait plus de 20000 morts, un chiffre sans doute beaucoup plus élevé et plus de 2 millions de déplacés, selon les estimations.

*Josiane Mambou Loukoula et Lovie Hugue Mikanou Ntsimba*

**ANGOLA**

# La CNE rejette les accusations de l'opposition

La Commission nationale électorale (CNE) angolaise a « catégoriquement » rejeté le 4 septembre les accusations de l'opposition, dénonçant des « irrégularités » lors des élections générales du 23 août remportées par le parti au pouvoir depuis 1975.

Les partis qui dénoncent les résultats « sont de mauvaise foi » et cherchent à « décrédibiliser le processus électoral angolais », a déclaré le président de la CNE, André da Silva Neto, lors d'une conférence de presse à Luanda, avant de rejeter « catégoriquement » leurs critiques. « Tous les outils électroniques utilisés dans le processus électoral ont été vérifiés », a-t-il assuré, ajoutant que l'ensemble du processus avait

été « légal ».

**« Tous les outils électroniques utilisés dans le processus électoral ont été vérifiés »**

Quatre partis d'opposition angolais ont exigé dimanche un recomptage des bulletins, jugeant « irréguliers » les résultats. Les chefs de l'opposition ont affirmé avoir constaté la disparition

d'urnes, l'apparition de nouvelles urnes, la disparition de bulletins de vote (...) et la présence illégale d'individus étrangers au processus, lors du dépouillement.

Le parti au pouvoir depuis l'indépendance de l'Angola en 1975, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), a été crédité par la CNE de 61,1% des suffrages et d'une majorité absolue de 150 des 220 sièges du Parlement, selon un décompte portant sur 97% des bureaux de vote. Les partis d'opposition Unita et la Casa-CE ont recueilli respectivement 26% et 9% des voix. Les résultats définitifs de la CNE doivent être publiés ce mercredi.

La tête de liste du MPLA, Joao Lourenço, ex-ministre de la Défense, sera investi président le 25 septembre, en remplacement du président Jose Eduardo dos Santos, âgé de 75 ans.

*J.M.L.*



# LIBRAIRIE LES MANGUIERS

**LIBRAIRIE LES MANGUIERS**

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE**

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

**Horaires d'ouverture:**

Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila),  
Brazzaville République du Congo

## DÉBAT SUR LE FCFA

## Stéphane Kipré propose un referendum pour chaque pays concerné

Le débat sur le FCFA refait surface sur le continent suite à l'interpellation à Dakar du polémiste Franco-Béninois, Kémi Séba, après avoir brûlé délibérément en public un billet de 5000 FCFA.

En côte d'Ivoire, les hommes politiques ne sont pas en reste, et c'est Stéphane Kipré, président de l'Union des Nouvelles Générations (UNG) qui propose un référendum pour chaque pays concerné afin d'avoir l'avis de son peuple.

« Il faut donc que chaque pays concerné puisse avoir le courage politique de convoquer un référendum pour avoir l'avis de son peuple souverain sur cette question. Ce référendum nous permettra par la même occasion aussi de nous assurer que les avis défendus par les chefs d'Etats sont véritablement partagés par leurs peuples respectifs », a-t-il indiqué avant d'expliquer qu'il n'est pas juste d'exclure les populations africaines de ce débat puisqu'en définitif, c'est de lui que relève la souveraineté de tout Etat.

En outre, le gendre de l'ex-chef d'Etat ivoirien a fait savoir que, dans toutes les grandes démocraties du monde, lorsqu'une question engage la souveraineté d'un peuple, l'on se tourne vers lui afin qu'il se prononce et

en veut pour preuve, le cas des peuples européens sur l'utilisation de l'euro comme monnaie après avoir adhéré à l'Union européenne en ratifiant le traité de Maastricht de 1992.

Stéphane Kipré souhaite que la

**« Le referendum que je propose est la solution ultime pour éviter à nos pays des crises politiques à venir liées à la question du FCFA car au fur et à mesure les positions et les méthodes pour faire entendre les différentes positions sur la question se radicalisent »,**

consultation populaire sur ce débat doit être transparente et crédible, et que les modalités de mise en place pourront être discutées dès lors que le principe est retenu afin de garantir une transparence stricte du vote.

« Le referendum que je pro-

pose est la solution ultime pour éviter à nos pays des crises politiques à venir liées à la question du FCFA car au fur et à mesure les positions et les méthodes pour faire entendre les différentes positions sur la question se radicalisent », a souligné l'exilé politique.

Rappelons que la zone Franc a été créée en 1939, et est un espace économique et monétaire d'Afrique subsaharienne, avec quelque 155 millions d'habitants.

Deux sous-ensembles la composent: l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (Cémac). La monnaie commune à cette zone est depuis 1945 le Franc CFA qui signifie « Franc de la communauté financière africaine » dans l'UEMOA et « Franc de la coopération financière en Afrique centrale » dans la Cémac. Le CFA, autrefois arrimé au franc français, est aujourd'hui lié à l'euro par un système de parité fixe. Depuis ces dernières décennies, le FCFA est objet de clivage chez les économistes et les responsables politiques africains.

Yvette Reine Nzaba

## KENYA

## L'élection présidentielle fixée au 17 octobre

Après l'invalidation par la Cour suprême du scrutin du 8 août, les Kenyans devront à nouveau choisir entre le sortant Uhuru Kenyatta et l'opposant Raila Odinga.

« Une nouvelle élection présidentielle aura lieu le 17 octobre. Ceci pour se conformer à la décision de la Cour suprême annulant l'élection présidentielle qui s'est tenue le 8 août », a indiqué la Commission électorale indépendante (IEBC) dans un communiqué, malgré les reproches dont elle fait l'objet.

Saisie par l'opposition, la Cour suprême avait annulé le 1er septembre contre toute attente le résultat du scrutin du 8 août, à l'issue duquel Uhuru Kenyatta avait été proclamé vainqueur avec 54,27% des voix, contre 44,74% à Raila Odinga. La proclamation de la victoire du président sortant avait été suivie de violences qui avaient fait au moins 21 victimes, pour la plupart tuées par la police, dans plusieurs bastions de l'opposition dans l'Ouest et à Nairobi.

La Cour a justifié cette décision, inédite sur le continent africain, en estimant que l'élection n'avait « pas été conduite en accord avec la Constitution », et que des « illégalités et irrégularités (en avaient) affecté l'intégrité ». « A la lumière du jugement de la Cour suprême, il est impératif qu'un jugement détaillé (...) soit communiqué pour permettre à la Commission d'identifier les secteurs qui nécessitent des améliorations dans l'organisation de cette nouvelle élection », a noté la Commission électorale. « La Commission appelle toutes les parties à la patience et à la compréhension alors que nous travaillons ensemble pour organiser des élections libres, justes, crédibles et pacifiques », a-t-elle ajouté.

Seuls Uhuru Kenyatta et Raila Odinga figureraient sur les bulletins de vote, sur décision de la Commission. Les six autres candidats, qui avaient réuni moins de 1% des voix lors de la première élection, ne pourront pas se représenter.

Josiane Mambou Loukoula

## LIBYE

## Jean-Yves Le Drian rappelle les engagements pris par les acteurs à la Celle-Saint Cloud

En visite en Libye, le chef de la diplomatie français Jean-Yves Le Drian a souligné l'engagement de la France en faveur d'un règlement.

« C'est un signal de l'engagement de la France, du président Macron dans la volonté de contribuer à la résolution de cette crise », a déclaré Jean-Yves le Drian à Tripoli. C'est la première visite du chef de la diplomatie française en Libye. Elle « s'inscrit dans la dynamique qui a été initiée à la Celle-Saint Cloud et que les différents acteurs libyens ont vocation à rejoindre et en particulier les acteurs institutionnels ».

En juillet dernier, à l'initiative de la France, le chef du gouvernement d'entente nationale Fayez al-Sarraj, qui est reconnu par la communauté internationale et le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est du pays s'étaient retrouvés à la Celle-Saint-Cloud, en région parisienne, où ils avaient accepté - sans la signer - une feuille de route sur un cessez-le-feu et l'organisation d'élections l'année prochaine.

Jean-Yves Le Drian a souligné que « l'objectif est la stabilisation de la Libye dans l'intérêt des Libyens eux-mêmes mais aussi dans l'intérêt des pays voisins dont nous faisons en quelque sorte partie [...]. Une stabilisation [ qui ] passe par l'application des déclarations de la Celle-Saint Cloud, qui prévoit notamment l'amendement de l'Accord de Skhirat », signé entre rivaux libyens sous l'égide des Nations unies fin 2015, et la tenue d'élections.

Jean-Yves Le Drian a rappelé l'objectif de la communauté internationale à savoir : « une Libye unie, dotée d'institutions fonctionnelles, une condition pour éviter durablement la menace terroriste et permettre la réconciliation [...]. Cette démarche s'inspire totalement dans la démarche initiée par l'envoyé du secrétaire général des Nations unies [ Ghassan Salamé ], en cohérence globale entre la volonté des Nations unies [...], Monsieur Salamé et les engagements pris à la Celle-Saint Cloud ».

Après Tripoli, le chef de la diplomatie se rendra à Misrata, Benghazi et à Tobrouk. Avant Jean-Yves Le Drian, les chefs de la diplomatie allemande Sigmar Gabriel et britannique Boris Johnson s'étaient déjà rendus en Libye.

Noël Ndong

## OFFRE D'EMPLOI

## POSTE :

Directeur Administratif et Financier

Dans le cadre du développement de ses activités, une entreprise de la place de Brazzaville recherche son Directeur Administratif et Financier.

## MISSION :

- Elaborer de la stratégie financière de l'établissement
- Préparation du budget annuel
- Supervision et gestion de la comptabilité générale et analytique
- Coordination des opérations d'audit interne.

## PROFIL :

Expertise comptable ou solide formation en comptabilité BAC+4

## EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :

5ans minimum dans un cabinet comptable ou en entreprise.

Les dossiers de candidature sont à envoyer avant le 18 septembre 2017 à

l'adresse suivante : recrutementwbs@gmail.com

**DIASPORA**

# Platinum conseils et Bank de solidarité organisent des journées de consultations médicales gratuites au Maroc

Environ 600 consultations de médecine au profit des Subsahariens et des réfugiés auront lieu au sein de la commune d'arrondissement Essoukhour Assawada, sis au 448, Bd Mohammed V Belvédère à Casablanca (Maroc), du 22 au 23 septembre 2017, de 08h à 17h00. Elles seront précédées d'une conférence de presse

Après la journée de consultations médicales gratuites organisée par l'association Bank de solidarité et Platinum conseils présidé par le Congolais Ebeha Beyeth Gueck, à la Fondation Orient-Occident à Rabat (Maroc), le 21 janvier 2017 au profit des Subsahariens et réfugiés au Maroc, dont 200 personnes ont bénéficié ; ces deux structures reviennent à la charge en organisant la troisième édition qui vise à dispenser environ 600 consultations de médecine.

La journée de consultations gratuites, en tant qu'initiative de solidarité, sera organisée, le samedi 23 septembre 2017 de 08h à 17h00, en partenariat avec les médecins subsahariens en spécialisation dans les établissements hospitaliers marocains et leurs collègues médecins marocains. Elle mobilisera une vingtaine d'entre eux dans différentes spécialités, à savoir : cardiologie, chirurgie cardiaque, neurologie, odontologie, stomatologie, ophtalmologie, gastro-entérologie, traumatologie, ...

En outre, sont prévues également au programme de cette campagne médicale, des expositions, la sensi-



Les médecins de Platinum conseils et Bank (DR)

bilisation aux problèmes de santé, l'aide médicale au profit des nécessiteux, la distribution gratuite de vêtements et de couvertures, la distribution de kits scolaires...

Dans le cadre de cette opération, les personnes souffrant de maladies bénignes pourront bénéficier d'une médication gratuite à la li-

mite des stocks disponibles. Par ailleurs, le suivi est prévu pour les personnes nécessitant une intervention chirurgicale, et ce, en coordination avec les établissements hospitaliers au sein desquels travaillent les médecins qui participeront à cette campagne.

Cette journée sera précédée par

une conférence-débat qui aura lieu la veille, notamment le vendredi 22 septembre de 15h30 à 17h30, sur le thème « Démocratie participative et

sibiliser les gens, car plusieurs Subsahariens ne sont pas au courant qu'il ya des services sociaux dont ils peuvent bénéficier dans les hôpitaux publics. »

### A quoi servent l'association Bank de solidarité et Platinum conseils ?

L'association Bank de solidarité est une organisation non gouvernementale (ONG) qui a pour objectif de venir en aide aux laissés-pour-compte de la société tant au niveau national qu'international, sans distinction aucune d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale et de proposer des actions pouvant faciliter leur réinsertion. Elle accueille les personnes en grande difficulté par une aide appropriée sur le plan matériel et moral dans le respect de ses convictions et de sa dignité. Sa mission est d'impliquer toutes les catégories sociales dans la gestion de la chose publique sans discrimination. Platinum Conseils, par contre, est une agence de communication de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Centrale. Elle a pour vocation de créer un pont entre ces deux régions et ainsi faciliter les échanges entre les différents acteurs économiques et sociaux.

**Bruno Okokana**

**BUROTOP IRIS**  
Distributeur Exclusif au Congo

**StoreJet 25H3P/25H3B**  
1TB/2TB

**SSD 370**  
128GB/256GB/512GB/1TB

**Clé usb à partir de 2.900 Fcfa (8 Go)**

**Disque durs externes à partir de 49.500 Fcfa (500 Go)**

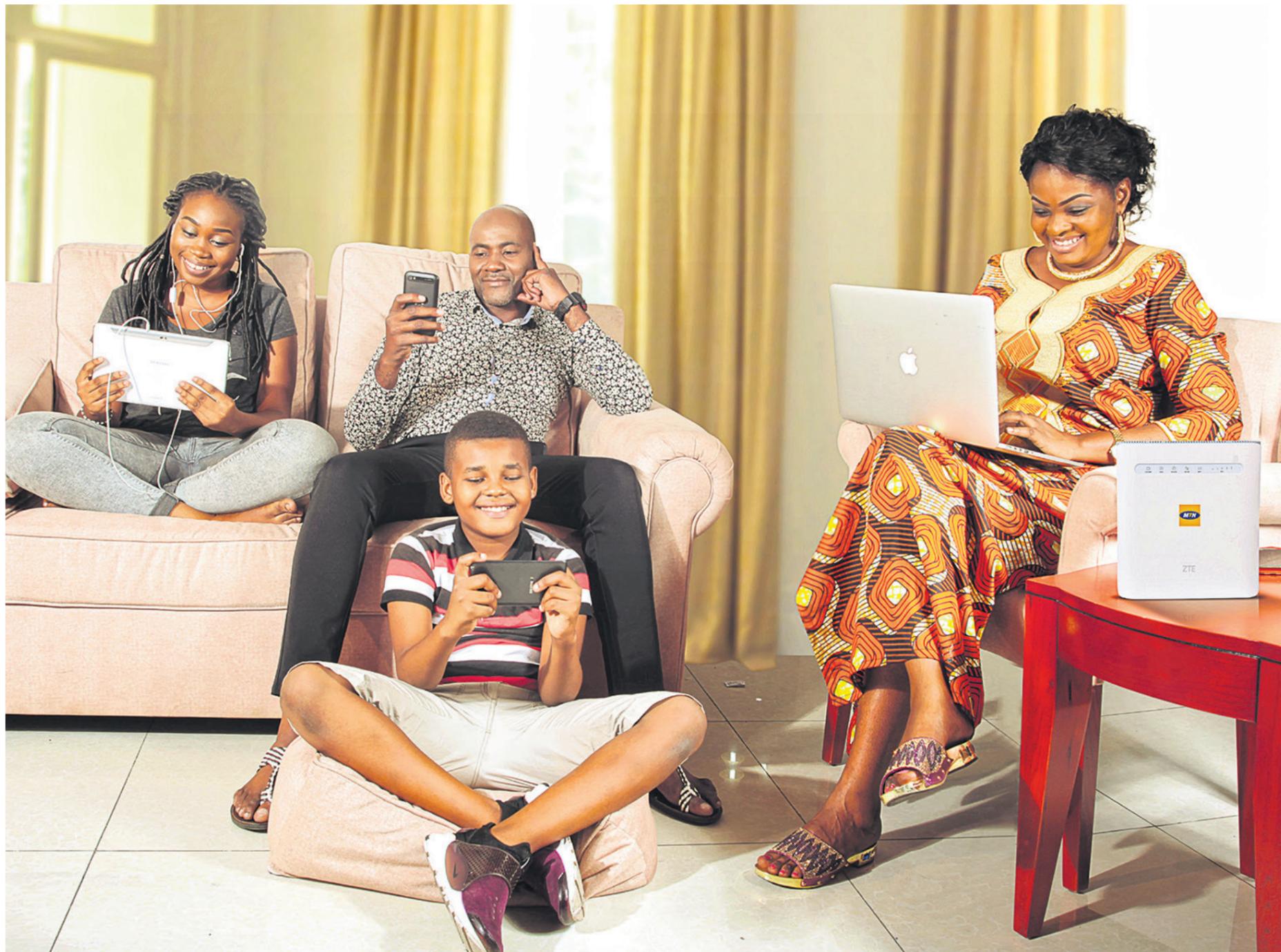
**Transcend**  
**N°1 Mondial**

**OTG Pendrive**

**JetFlash 340**  
8GB

**4X Faster**

**4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 055 777 888 - 066 69 60 60**  
**Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056**



# Internet en illimité au meilleur prix

Pour votre famille, profitez de la solution **Internet à domicile** de MTN



## INTERVIEW

# Arlette Soudan-Nonault : « Atteindre les 10% du PIB est la mission assignée à mon ministère »

**Le tourisme fait partie des cinq secteurs retenus par le gouvernement pour développer l'économie nationale au même titre que les mines, l'agroalimentaire, les transports et la logistique, les forêts et l'industrie. Il lui a été assigné la mission d'atteindre 10% du Produit intérieur brut (PIB). Dans une interview accordée aux Dépêches de Brazzaville, la ministre en charge de ce département, Arlette Soudan-Nonault, dégage sa stratégie et évoque les actions déjà menées pour atteindre cet objectif.**

**Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Madame la ministre, il vous a été assigné la mission d'atteindre les 10% du Produit intérieur brut (PIB). Comment est-ce que vous vous y attentez ?**

**Arlette Soudan-Nonault (ASN) :** Atteindre les 10% du PIB dans quatre ans, cela représente un objectif très ambitieux, sachant que dans des pays aux infrastructures très développées en la matière comme la France ou le Maroc, la part directe du tourisme est de 7 à 8% et qu'elle est de 4% au niveau mondial. Cela dit, 10% c'est bien ce que représente le tourisme dans le PIB mondial si l'on additionne ses impacts direct, indirect et induit, tant il est vrai qu'il s'agit là d'un secteur transversal. C'est donc ce vers quoi nous devons tendre, car notre potentiel est considérable.

**LDB. Comment est-ce que vous vous employez à conso-**

**lider cette nouvelle prise de conscience ?**

**ASN :** Les objectifs que poursuit aujourd'hui le ministère en charge du tourisme sont doubles : d'abord un objectif global qui est celui de parvenir à développer un tourisme durable capable de réduire la pauvreté ; en second lieu des objectifs spécifiques ou immédiats qui visent à diversifier l'économie ; contribuer à la croissance économique du pays ; contribuer de façon substantielle au PIB national ; créer les emplois.

**LDB : Dès lors, une planification globale est-elle indispensable pour l'avenir du secteur ?**

**ASN.** À mesure que le tourisme prend de l'importance dans la planification économique nationale, il faut s'intéresser aux possibilités de son développement à long terme. Une planification stratégique globale est indispensable pour l'avenir du secteur, pour des raisons liées à la conservation des parts de marché et aux avantages concurrentiels, en veillant à ce que les gains de productivité soient au moins aussi élevés que dans les autres secteurs en croissance.

**LDB : Combien d'axes comporte cette stratégie ?**

**ASN :** Depuis mon installation à la tête du département en charge du tourisme et aujourd'hui de l'environnement, nous nous employons à mettre en œuvre cette stratégie nationale qui comporte 10 axes, entre autres, la création

d'une vision nationale sur les enjeux et les objectifs du tourisme et de l'écotourisme ; la planification et programmation des offres touristiques de loisirs ; la mobilisation des partenariats techniques et financements, etc.

**LDB : Quelles sont les actions que vous aviez déjà menées ?**

**ASN :** Un grand effort a été consenti. Nous avons à notre actif deux grandes rencontres de communication et d'échange sur la vulgarisation de cette stratégie nationale, à savoir : le séminaire d'appropriation de la stratégie et surtout des premières assises nationales du tourisme qui se sont tenues du 17 au 18 juillet 2017 en présence du secrétaire général de l'OMT, le docteur Taleb Rifai.

Dans le domaine de l'emploi et de renforcement des capacités techniques sur l'emploi et l'utilisation des outils de l'économie du savoir, nous notons l'installation de deux sites Internet du ministère en charge du tourisme et de l'Office de promotion de l'industrie touristique (Opit). Par ailleurs, un Bureau d'information touristique (BIT) a été inauguré à l'aéroport Maya-Maya de Brazzaville, un second le sera bientôt à celui de Pointe-Noire ; un Gîte d'écotourisme a été construit à Sossi ; un Tour de ville touristique de la capitale est opérationnel etc. Lors de nos différentes tournées de sensibilisation à travers le pays, nous avons exploré et ouvert des chantiers touristiques complémentaires de la « Destination Congo Brazzaville », tels le tourisme mémoriel et le tourisme re-



ligieux. Enfin, tant en marge des premières assises du tourisme que lors de nos déplacements à l'étranger, des contacts en cours d'exploitation ont été noués avec des opérateurs privés désireux d'investir au Congo dans les domaines du tourisme, de l'hôtellerie et des loisirs.

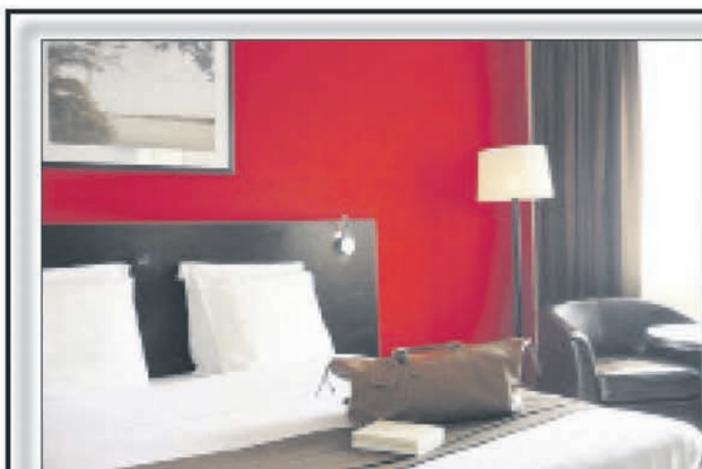
**LDB. Pensez-vous que l'élaboration d'une stratégie à long terme suppose l'adoption d'une vision claire ?**

**ASN :** Evidemment. Le processus doit s'appuyer sur un dialogue ouvert avec toutes les parties prenantes, étant entendu que tous les ministères concernés ont leur mot à dire, pour déboucher sur une intervention gouvernementale coordonnée. Les stratégies touristiques obéissent donc de plus en plus à la nécessité d'une approche intégrée du développement touristique impliquant un large éventail de ministères. Ce n'est que sous cette condition que le ministère du tourisme peut assurément atteindre les objectifs qui lui ont été assignés.

**LDB : Pour terminer, êtes-vous confronté à quelques difficultés ?**

**ASN :** Le ministère se trouve confronté à un réel problème d'éducation et de formation appropriées pour promouvoir l'innovation et faire progresser la productivité dans le secteur du tourisme. On a constaté que sur le marché du travail, celui-ci est confronté à un certain nombre de problèmes. Par exemple, le secteur a du mal à attirer une main d'œuvre, à la conserver et à améliorer sa qualification sur le long terme ; le secteur a constamment aussi besoin de nouvelles compétences pour faire face à l'évolution de la demande. Il est donc nécessaire de remédier efficacement à la pénurie de main-d'œuvre et de compétences afin de ne pas compromettre sa croissance. Enfin, beaucoup d'efforts restent à faire dans la mise en œuvre du vaste chantier ouvert par la Stratégie nationale et le Plan directeur de développement durable du tourisme (Snp3dt).

*Propos recueillis  
par Bruno Okokana*



### PROMO WEEK-END

**150 000 FCFA**

2 Nuits en chambre supérieure pour 2 personnes incluant petits-déjeuners

**200 000 FCFA**

2 Nuits en suite pour 2 personnes incluant petits-déjeuners



**ELAIS Pointe-Noire** est un hôtel 4\* de 191 chambres, situé en plein cœur de la capitale économique de la République du Congo (Congo Brazzaville). À 10 minutes de l'aéroport et à seulement 800 mètres de la mer, il vous offre un cadre confortable dans un jardin arboré de 2,5 hectares et constitue le lieu idéal pour vos voyages d'affaires et vos moments de détente.

Boulevard Général de Gaulle  
BP 790 Pointe Noire - République du Congo  
Téléphone + 242 22 294 12 51 / + 242 05 511 84 84  
info.pn@hotelelais.com  
www.hotelelais.com





**KD Computer**

**OFFRE D'EMPLOI**

KD COMPUTER - Entreprise informatique Recherche  
-2 Formateurs en réseau, maintenance des ordinateurs, Linux et Windows Server

-1 Technicien de maintenance  
Bac + 2 / 2 ans d'expérience professionnelle  
Maîtrise les réseaux câblés et Wifi / Windows 7/8/10 / Word/Excel / Internet

-1 Secrétaire  
Bac + 2 / 2 ans d'expérience professionnelle  
Maîtrise Word/Excel/Publisher/Internet

-1 Technico-Commercial  
Bac + 2 / 2 ans d'expérience professionnelle  
Maîtrise Word/Excel/Publisher/PowerPoint/Internet

La connaissance de la langue anglaise est un atout déterminant  
Dossier à fournir : Lettre de motivation, CV, diplôme, certificat ou titre professionnel

Horaires de dépôt : 17h30 - 20h00

Date limite de dépôt : samedi 09 septembre 2017

Tél : 06 621 45 25 / 05 345 78 62

Adresse : 849, rue Voula - Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger)  
Brazzaville - Congo

e-mail : kdcomputer2011@gmail.com /  
kdcomputer2011@hotmail.com

**PROGRAMME DES OBSEQUES DU SOUS-LIEUTENANT DE POLICE  
Ngoya Henri Fabien**

Date : Mercredi 6 Septembre 2017  
9h30 : Levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville (CHU).  
11h00 : Début du cérémonial militaire à l'esplanade de la morgue de l'hôpital central des armées Pierre Mobengo.  
11h30 : Départ pour le domicile sis 171 rue Yaba Talangai « petit chose » derrière l'école 18 Mars.  
13h30 : Départ pour le cimetière privé Bouka.  
16h00 : Retour au lieu de la veillée et fin de la cérémonie.



**NÉCROLOGIE**

Yvette Reine Nzaba, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les familles Ndongo Mokana, Mokana, Congoléla, Eteka, sans oublier la grande famille du Ministère Chrétien du Combat Spirituel informent les parents, amis et connaissances du décès de leur mère, fille, tante, épouse, nièce et sœur, Ndongo Mokana Yvette Chantal, née Congoléla, baptisée Tabita survenu le 3 septembre à Raleigh en Caroline du Nord, aux Etats-Unis des suites d'une maladie. La veillée funèbre se tient au Camp 15 août, case 414. Référence mess des officiers. Le programme et la date des obsèques vous seront communiqués ultérieurement.



Les familles Otsoko, Kanoha, Opara Nzoro, Owouassa à Otendé, Okemba Kitou, Apouassa Bernard, Akindou Marie, Ibaka Louise à Owando et les enfants informent parents, amis et connaissances du décès de la soeur Françoise Agnouka, franciscaine missionnaire de Marie (FMM), survenu le dimanche 3 septembre 2017 au CHU-B.

La veillée mortuaire se tient au n°96 de la rue Banziris à Poto-Poto.  
L'inhumation aura lieu le jeudi 7 septembre 2017 selon le programme ci-après :  
9h00 : levée de corps à la morgue municipale du CHU ;  
9h45 : recueillement à la communauté des Soeurs franciscaine à Sainte-Anne ;  
10h30 : départ pour la cathédrale Sacré-coeur ;  
11h30 : office des defunts ;  
12h00 : messe de requiem ;  
14h00 : inhumation au cimetière de la Cathédrale Sacré-coeur ;  
15h00 : retour au lieu de la veillée et fin de cérémonie.



**IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO**  
Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE

**UNE LARGE GAMME DE PRODUITS**

**PRESSE**  
Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels  
Numéros spéciaux...

**OFFSET**  
Chemises à robot  
Magazines  
Livres  
Dépliants  
Documents administratifs  
Calendriers  
Flyers  
Affiches  
Divers

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317  
imp.bc@adiac-congo.com

9A, boulevard Denis Sassou-Nguesso  
Brazzaville - République du Congo

**UNE ADRESSE E-MAIL  
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES  
PLUS RAPIDEMENT**

[regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr)

**LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE**

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)

# ARRÊT SUR IMAGE



Les membres du bureau de l'Assemblée nationale reçus au musée Kiebe-Kiebe à Oyo

## VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

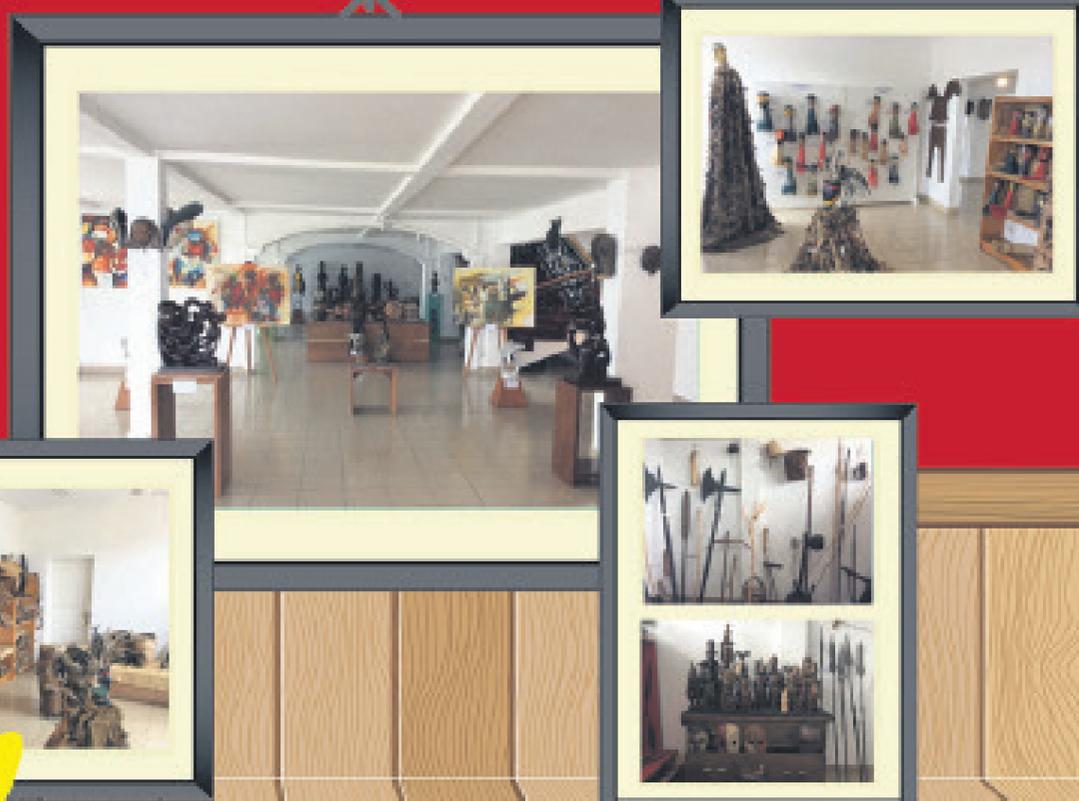
galerie CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassous Nguesso Immeuble les manguiers - Moïa dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

## FIABILITÉ DES RÉSULTATS DU VOTE

## La Céni prête à recourir à la machine à voter

**L'avantage de ce procédé technique, d'après la centrale électorale, est qu'elle numérise les résultats et permet d'optimiser le processus électoral.**

Dans le souci de trouver la meilleure formule qui puisse garantir plus de fiabilité et de transparence dans l'organisation des prochaines élections en RDC de sorte à minimiser les éventuelles contestations, la Céni vient d'exhumer un vieux projet initié en 2013 par l'ex-président de la Céni, feu l'abbé Apollinaire Malumalu. Il s'agit du recours à la machine à voter, ou mieux à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le processus du vote. Présentant les vertus de cette trouvaille censée répondre aux « problèmes spécifiques des Congolais » en matière électorale, le président de la Céni a, au cours d'une séance de travail tenue le 5 septembre en présence des patrons de presse, expliqué tous les contours de cette nouvelle approche électorale basée sur la haute technologie.

La machine à voter dont un spécimen a été présenté à la presse est différente du vote électronique, a tenu d'emblée à préciser Corneille Naanga. Le vote électronique est notamment caractérisé par l'absence du papier, a-t-il déclaré, avant de soutenir qu'avec la



Présentation de la machine à voter

machine à voter qui représente une garantie supplémentaire en termes de fiabilité, le système reste le même à la seule différence que les résultats du vote seront connus rapidement. « La machine de vote agrège les résultats des candidats au fur et à mesure que les électeurs votent. Et à la clôture du vote, la machine imprime la fiche des résultats qui sera comparée par les membres du bureau de vote et de dépouillement, en présence des témoins et observateurs. Ceci est une garantie de la transparence des résultats issus de la machine de vote », a expliqué le directeur du Centre national des traitements à la Céni.

Autrement dit, le bulletin de vote traditionnel pré-imprimé est remplacé par un bulletin de vote spécifique vierge que l'électeur obtient du bureau de vote et sur lequel il imprimera son choix via la machine de vote. Ensuite, ce bulletin de vote imprimé est déposé dans l'urne pour un dépouillement manuel.

Au-delà, Corneille Naanga a motivé la préférence de son institution à la machine à voter par le fait qu'elle contribuerait à la réduction du coût des opérations électorales. Déjà, la réduction de la taille du bulletin va impacter sur le budget électoral qui pourrait relativement baisser, a expli-

qué le président de la Céni. Il estime, par ailleurs, que le budget actuel de la Céni prévu pour l'organisation des élections cette année qui se situe autour de 1169 milliards de FC est très prohibitif. D'où le recours à la machine à voter permettrait de ramener ce budget à des proportions plus réalistes adaptées aux ressources dont dispose le pays. Parlant de nouveau bulletin de vote totalement différent de l'ancien dont il a présenté un échantillon à la presse, le président de la Céni a affirmé qu'il va permettre l'économie de plus ou moins 400 millions USD.

Bien plus, l'utilisation de la

machine à voter dissuadera les Centres locaux de compilation des résultats (CLCR) à manipuler les résultats électoraux car la machine aura déjà transmis les données au niveau national, a tenu à ajouter Corneille Naanga. « Les gens vont réfléchir par deux fois avant de manipuler les résultats », a-t-il déclaré. Et d'ajouter que les résultats des CLCR seront confrontés avec ceux de la machine à voter. Reste à savoir comment la classe politique en général et l'opposition en particulier va accueillir cette proposition, elle qui est habituée à voir les pièges partout.

**Alain Diasso**

## ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Des directeurs dénoncent une mise en place controversée

**La précipitation avec laquelle le ministre Amy Ambatobe a pris cet arrêté, oubliant les textes en la matière, ainsi que la négligence des expertises portées par des personnes écartées alors que celles promues ne présentent pas les qualités requises dénoteraient d'une volonté du ministre chargé de ce secteur d'annihiler tous les efforts fournis par le gouvernement, pour faire de l'environnement un secteur fort et porteur des résultats en RDC.**

Dans une correspondance du 30 août adressée au Premier ministre avec copies au président de la République, au ministre de la Fonction publique et à l'administrateur de l'Agence nationale de renseignements, des directeurs chefs des services au ministère de l'Environnement et Développement durable ont dénoncé un arrêté du ministre chargé de ce secteur portant sur la mise en place des directeurs généraux et des directeurs chefs des services. Les signataires sollicitent de ces

hautes personnalités du pays l'annulation pure et simple de cette décision du ministre Amy Ambatobe, qui fragilise l'administration de ce ministère qui, rappelle-t-on, est parmi les secteurs bien protégés et bien garnis en expertises sous d'autres cieux, surtout avec le réchauffement climatique et ses conséquences sur l'humanité.

Dans ce document, les signataires ont notamment dénoncé la précipitation avec laquelle cette mise en place du 28 août est opérée alors que le « ministère de la Fonction publique en collaboration avec ses partenaires dont la Banque mondiale et la Coopération allemande (GIZ) sont en train de finaliser le processus de la réforme du ministère de l'Environnement ». À en croire les trois directeurs auteurs de cette dénonciation, la dernière étape de ce processus a trait à l'élaboration d'un référentiel de postes permettant de placer dans les structures organiques du ministère la personne

qu'il faut à la place qu'il faut. « Or, une équipe mixte composée des agents de la Fonction publique, du ministère de l'Environnement et des délégués de GIZ se trouve présentement internée à Kikwit pour justement terminer ce référentiel », ont soutenu les signataires, qui se trouvent parmi les personnes écartées par cet arrêté du ministre alors qu'elles ont été nommées par une ordonnance du président de la République.

**Violation flagrante de la loi**

Les signataires de ce document ont noté que cette décision du ministre Amy Ambatobe viole de façon flagrante certaines dispositions de la loi portant statuts des agents de carrières des services publics de l'État, y compris certains règlements pris pour son exécution. Pour illustration, ont expliqué les auteurs de cette dénonciation, aux termes des dispositions évoquées, une promotion n'est possible qu'en cas de

vacance. Or, dans le cas sous examen, ont-ils appuyé, beaucoup de ceux qui viennent d'être promus l'ont été en dehors de toute vacance des postes concernés. Aussi les signataires ont-ils noté que la plupart des personnes bénéficiaires de ces promotions ne remplissent pas les conditions légales pour accéder au grade et fonctions au regard de leurs noms. « Beaucoup d'entre eux sont allés de commissionnement en commissionnement au préjudice des cadres dont le cursus est régulièrement sanctionné par des ordonnances présidentielles », ont soutenu les dénonciateurs, qui sont également parmi les personnes lésées.

**Des raisons fallacieuses**

Le ministre de l'Environnement et du Développement durable a motivé sa décision par le souci de redynamiser l'administration de ce ministère. Nenni, disent les dénonciateurs qui, s'appuyant sur le fonds de cet arrêté, font

remarquer qu'il serait difficile d'atteindre une redynamisation lorsqu'on ne tient pas compte des expertises portées par la plupart de ceux qui viennent d'être écartés. Déjà, l'opinion et les partenaires se posent beaucoup de questions sur les véritables motivations de cette mise en place du ministre Ambatobe, étant donné que l'équipe gouvernementale dans laquelle il se trouve avait reçu comme missions notamment d'améliorer le social du Congolais et d'organiser des élections. « N'avait-il pas voulu placer ses hommes dans ces postes qu'il convoite ? », se demande-t-on. Si c'est le cas, conclut-on, alors la RDC peut dire adieu à tous les efforts consentis dans ce secteur pour mériter la confiance des partenaires qui s'impliquent pour faire avancer les choses, étant donné que la loi n'a pas été respectée et les personnes promues ne présentent pas les qualités requises pour donner des résultats tels que reconnus par tous.

**Lucien Dianzenza**

## GRÈVE DES MÉDECINS

## Le Syméco appelle à la reprise du travail

**Le bureau exécutif national du Syndicat des médecins du Congo (Syméco) a officiellement annoncé la suspension de la grève sur l'ensemble du territoire national, en attendant le début de l'exécution des engagements pris par le gouvernement de la République. Mais il a prévenu que cette suspension de la grève reste valable jusqu'à la mise en œuvre de tous les engagements pris.**

Le Syméco a appelé, le 4 septembre 2017, ses affiliés à suspendre leur mouvement de grève. Pour le Secrétaire général de cette formation syndicale, le Dr Juvénal Muanda, les médecins des hôpitaux regroupés au sein du Syméco devraient reprendre le travail dès le 5

septembre. La décision du Syméco est intervenue après l'analyse de l'accord conclu le 2 septembre entre le gouvernement et les deux syndicats des médecins, le Syméco et le Syndicat national des médecins, qui prévoit notamment la paie de la prime de risque professionnel et la mise sous statut des fonctionnaires des 350 médecins dès octobre 2017. « *Les médecins des services publics de l'État prennent acte des engagements pris par le gouvernement de la République et des concessions faites par le banc syndical au regard du contexte social du pays et du souci affirmé de soulager la souffrance de notre population* », a noté le Dr Juvénal Muanda sur les ondes de Radio Okapi. Le bu-

reau exécutif national, a-t-il poursuivi, annonce officiellement la suspension de la grève sur l'ensemble du territoire national, en attendant le début de l'exécution des engagements pris par le gouvernement de la République.

### Les médecins restent aux aguets

Le Syméco a, par contre, prévenu que cette suspension de la grève reste valable jusqu'à la mise en œuvre de tous les engagements pris par le gouvernement. « *Prenant en compte les nombreux ratés du passé, les médecins relèvent qu'il y a lieu de rester vigilants et mobilisés pour la tenue effective des engagements pris par le gouvernement pour permettre aux deux*

*syndicats de tenir leurs engagements contenus dans l'accord conclu* », a souligné le Dr Juvénal Muanda. Il est rappelé que les médecins réclament l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles qui, selon eux, passent par l'application du taux de change actuel à la paie des médecins, l'inscription sur les listes de paie des médecins qui ne sont pas encore rémunérés ainsi que les promotions en grades.

Le gouvernement, qui s'est engagé à répondre positivement à leurs revendications, a notamment consenti à actualiser le taux de leur prime de risque professionnel. Dans le Protocole d'accord signé le 2 septembre, l'exé-

cutif national s'est engagé à payer aux médecins des services publics de l'État la prime de risque professionnel, conformément à la base de référence consacrée par la commission interministérielle des rémunérations des services de l'État du 25 octobre 2004, suivant la grille barémique corrigée. Le gouvernement s'est aussi accordé à leur payer 37% de la majoration sur le gap dès le mois de septembre en cours et 40% à partir d'octobre prochain, suivant les tableaux y relatifs, en attendant l'application total du barème 2018 et de mécaniser 350 médecins dès octobre 2017.

Lucien Dianzenza

## CRISE DU CARBURANT

## Une trêve très fragile

**La commission technique réunissant en son sein les différents intervenants du secteur pétrolier a démarré, le 5 septembre, les discussions sur les détails de la solution définitive au conflit qui oppose le gouvernement de la République aux sociétés pétrolières. Pour résoudre durablement cette crise, les autorités congolaises devront opérer un choix difficile entre la hausse du prix du litre à la pompe ou l'actualisation du taux de change.**

Même si des voix s'élèvent pour parler d'une réunion de la dernière chance, l'issue des pourparlers qui ont démarré ce mardi reste un grand mystère. En effet, la seule certitude au stade actuel est la marge de manœuvre réduite du Gouvernement central pour normaliser la vente du carburant. Lors de sa dernière sortie médiatique, le ministre de l'Économie nationale, Joseph Kapika, s'est opposé ouvertement à toute hausse du prix du litre à la pompe. Selon lui, avec la dégradation du cadre macro-économique depuis la seconde moitié de 2015, toute hausse d'un produit aussi stratégique que l'essence ou le gazoil peut s'avérer un choix dramatique pour le pays et un poids sur les efforts de stabilisation de l'économie nationale. Rappelant que la rubrique «transport» intervient jusqu'à 60 % dans la fixation du prix final d'un produit. Aussi toute hausse du litre de carburant en cette période très volatile aura-t-elle des effets incalculables sur les prix intérieurs.

Les ministres de l'Économie, des Finances et des Hydrocarbures ont amorcé, le 4 septembre, les discussions avec les sociétés pétrolières sur la problématique

du prix du carburant, au regard de la fluctuation du taux de change. À cette occasion, une décision a été prise de créer une commission technique pour statuer sur les détails. Les sociétés pétrolières obtiennent ainsi gain de cause sur un aspect important de leurs revendications mais rien n'est gagné, du moins à ce stade. Il s'agit « *de discussions franches et directes* », a insisté Joseph Kapika. Ce dernier se montre plutôt optimiste. « *Nous sommes dans le bon, nous avons signé la paix* », a-t-il dit.

### Enjeux et défis

Les pétroliers suggèrent une actualisation du taux de change qui varie actuellement entre 1 550 et 1 600 FC pour un dollar américain. Seulement voilà, le taux indiqué dans la structure officielle des prix du carburant à la pompe est de 1 380 FC le dollar. Un tel écart pose un sérieux problème lors du renouvellement des stocks. Il se trouve que le litre de carburant est vendu sur l'étendue du territoire national en franc congolais, une monnaie en situation défavorable face à la devise américaine. Les produits pétroliers sont importés pour être commercialisés localement. Avec la pénurie des devises étrangères à la suite de la crise économique, les socié-

tés pétrolières sont contraintes de s'approvisionner sur le marché de change, parfois au prix fort faute de devises suffisantes dans le système bancaire. Sur ce point précis, le gouvernement central a rappelé les efforts consentis pour mettre à leur disposition des devises étrangères à des taux plus bas. De plus, a rappelé cette fois un expert, il y a un certain cycle que l'on observe dans le fonctionnement normal des sociétés pétrolières. Celles-ci se réapprovisionnent directement en produits pétroliers juste après la vente. Ce qui réduit les chocs liés à la volatilité du marché de change.

Différents arguments et contre arguments sont avancés mais le débat ne tourne pas sur les responsabilités à dégager. En effet, l'enjeu essentiel tourne autour de l'urgence de réajuster le prix du litre à la pompe au taux du jour ou de mettre à la disposition des sociétés pétrolières plus de devises au taux indiqué pour soutenir leur trésorerie. Il reviendra à la commission technique de statuer sur les différentes propositions pour apporter des solutions durables à la sécurité et l'approvisionnement du pays en carburant. Du côté des sociétés pétrolières, l'on se veut également optimiste sur l'issue des discussions en cours. Elles ont confirmé des contacts en cours avec leurs fournisseurs pour arriver à les rassurer de leur solvabilité. Entre-temps, sur le terrain, la vente du carburant dans les stations-service tend à se normaliser après cinq jours de perturbations.

Laurent Essolomwa

## KASAÏ

## Retard pour le recensement des électeurs

**Le recensement des électeurs dans les deux provinces troublées du Kasai, dernière étape avant la publication d'un calendrier électoral en République démocratique du Congo, n'a pas commencé le lundi comme l'avaient annoncé les autorités, selon plusieurs sources consultées par l'AFP.**

Aucun bureau d'enregistrement d'électeurs n'était ouvert lundi à Kananga, plus grande ville du Kasai, région endeuillée par des violences depuis une année, selon plusieurs témoins interrogés par un correspondant de l'AFP. Dans un communiqué, la commission électorale (Céni) a indiqué qu'elle procédait «*au recrutement additionnel*» d'agents dans le cadre de ce recensement. Le processus de recrutement s'étend du 4 au 9 septembre, selon ce communiqué. «*Aujourd'hui, on a lancé une formation de mise à niveau des formateurs nationaux et provinciaux qui se déroulera pendant quatre jours*», a indiqué à l'AFP Honoré Kanumbedi, un responsable de la Commission électorale au Kasai. «*La première carte d'électeur sera éventuellement délivrée le 19 septembre*», a-t-il ajouté. «*Nous ne comprenons rien, on avait annoncé le début de l'enrôlement pour ce lundi, mais là on ne voit rien*», a regretté auprès de l'AFP un responsable religieux sous couvert d'anonymat. Mercredi le président de la Commission électorale, Corneille Nangaa, avait assuré que le recensement des électeurs dans les deux provinces du Kasai commencerait le lundi 4 septembre pour parachever celui en cours ou terminé dans les 24 autres provinces. Le recensement a été retardé au Kasai en raison des violences dans cette région depuis la mort d'un chef coutumier en août 2016.

Les autorités congolaises ont, en outre, promis de publier «*incessamment*» un calendrier électoral «*réaliste*» après avoir recensé plus de 40 millions d'électeurs soit 98,9% du corps électoral selon des chiffres officiels. La RDC traverse une crise politique aggravée par le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila dont le deuxième mandat a pris fin le 20 décembre 2016 et à qui la Constitution interdit de se représenter. L'opposition réclame le départ de M. Kabila du pouvoir d'ici la fin de cette année et l'organisation d'une élection présidentielle.

AFP

## CONJONCTURE

## Panne d'essence dans les stations-service

Les sociétés pétrolières et le gouvernement de la République démocratique du Congo ont commencé lundi des discussions pour désamorcer la crise d'approvisionnement en carburant des stations-service, conséquence de la dépréciation du franc congolais par rapport au dollar.

Dans la capitale, Kinshasa, la plupart des stations Total ou Egen étaient fermées, ont rapporté des journalistes de l'AFP dans la commune de la Gombe. Celles qui étaient ouvertes étaient prises d'assaut par des files d'automobilistes dans ce quartier qui est le moteur économique et administratif de la mégapole d'environ 10 millions d'habitants. «Il n'y a pas d'approvisionnement depuis jeudi», selon l'un des pompistes. «Il n'y a plus d'approvisionnement car les sociétés commerciales de distribution vendent à perte», a expliqué à l'AFP Émery Mbantshi Bope, vice-président du groupement des sociétés pétrolières privées. Ces sociétés achètent, en ef-

fet, le pétrole en dollar et le revendent en franc congolais, qui a fortement perdu de sa valeur depuis le début de l'année par rapport à la devise américaine. «Les prix sont réglementés à 1380 francs congolais pour un dollar, or ce taux est irréal car le dollar est plus haut», a ajouté M. Mbantshi

**«Il n'y a plus  
d'approvisionnement  
car les sociétés  
commerciales de  
distribution vendent à  
perte»**

Bope. Le dollar s'échange à plus de 1500 francs congolais. M. Mbantshi Bope a rencontré lundi plusieurs ministres (Économie, Finances, Hydrocarbures), leur demandant «de corriger le taux de change dans la structure des prix»,

sans préciser le nouveau taux revendiqué par les professionnels. Autre revendication : «Permettre aux sociétés distributrices d'acquiescer auprès de la Banque centrale des dollars à un taux préférentiel». «Nous avons mis en place une commission d'experts pour proposer des solutions», a indiqué à l'AFP le ministre de l'Économie, Joseph Kapika, refusant de se prononcer sur la question présente dans tous les esprits : une possible hausse du carburant à la pompe (un peu plus de 1700 francs congolais le litre actuellement). «La monnaie se stabilise. Le carburant intervient pour 12,5% dans la formation du taux d'inflation», a souligné le ministre. La commission d'experts doit poursuivre ses travaux à partir de mardi. «Les stations seront réapprovisionnées en attendant de voir l'issue des négociations», a assuré M. Mbantshi Bope.

AFP

## RDC

## Huit personnes tuées par la foudre dans une mine d'or artisanale

Huit personnes ont été tuées par la foudre dans une mine d'or artisanale dans le nord-est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris lundi de sources concordantes.

«Trente personnes ont été foudroyées dont sept sont mortes sur le champ et la huitième personne est décédée de ses blessures à l'hôpital», a déclaré à l'AFP Christophe Ikando, administrateur du Territoire de Dungu dans la province du Haut-Uélé. L'accident s'est produit sous «de fortes pluies qui se sont abattues sur le carré minier de Sambia où les victimes pratiquaient l'exploitation artisanale d'or», a-t-il indiqué. Selon un représentant de la société civile locale, Jacques Wane, qui confirme ce bilan, les accidents similaires sont réguliers dans cette région, riche en or, à la frontière du Soudan du Sud.

En 2016, une école primaire avait été foudroyée, trois élèves avaient été tués et un enseignant grièvement blessé.

AFP

# TTN TRANSIT

🏠 34 rue Labat 75018 Paris

## ENLÈVEMENT - ENTREPOSAGE FRET AÉRIEN & MARITIME

FRANCE / EUROPE / ASIE MOYEN-ORIENT /  
BRAZZAVILLE / POINTE-NOIRE / KINSHASA /  
MATADI, BOMA

Avec ou sans  
dédouanement

Ctc. DJAMEL

☎ 00 331 44 92 90 90

📱 00 336 65 47 06 06

✉ ttnplus@wanadoo.fr

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

## Désignation de deux commandants d'unités d'interventions de police

La cérémonie de prise officielle de commandement des capitaines de police Mbemba Friedrich Chrisdydey et Ibarra Appolinaire désignés respectivement commandant de la brigade anti-criminalité (BAC) et de la compagnie d'intervention (CI) a eu lieu le 2 septembre au siège de la police du Kouilou et de Pointe-Noire, en présence du directeur départemental de la police de ces départements, le colonel de police Serge Pépin Itoua-Poto, d'autres autorités policières et des invités

Répondant à la presse sur quelques défis à relever dans la ville économique, le capitaine Mbemba Friedrich Chrisdydey a rassuré qu'il sera toujours au côté de la population afin d'assurer quotidiennement sa sécurité et celle de ses biens. Concernant les hommes qui seraient sous ses ordres, l'orateur a indiqué



Les nouveaux promus à l'extrême droit et gauche

qu'il sera un chef exemplaire qui va mieux collaborer avec les autres policiers pour l'intérêt du service et le succès de la police. « Nous avons

été désignés pour animer la brigade anti-criminalité en vue de mieux sécuriser toutes personnes qui habitent ou qui sont en séjour à Pointe-

Noire. C'est une ville à la fois économique et océane. Avec cette double facette, il se développe souvent une petite délinquance, des comporte-

ments déviants et une grande criminalité. Je remercie très infiniment l'ensemble des autorités policières en général, particulièrement le directeur départemental de la police du Kouilou et de Pointe-Noire, le colonel de police Serge Pépin Itoua Poto, pour mes nouvelles responsabilités. Ainsi, j'éprouve une grande joie par rapport à cette confiance que les autorités policières viennent de me témoigner » a-t-il indiqué.

Rappelons que ces deux officiers de la BAC et de la CI remplacent respectivement les commandants de police Bokamba Christian Jacques et Mboussa Alain Zéphirin appelés à d'autres fonctions. Cette désignation obéit conformément à la note de service n°3149/MDDL/DGP/DDP-KPN/SALASSL du 2 août 2017

Séverin Ibara

## CHAMPIONNAT NATIONAL LIGUE 1

## Le FC Nathaly's retient son souffle

Tout est encore possible pour le maintien du FC Nathaly's en Ligue 1, a rassuré le nouvel entraîneur de l'équipe ponténégrine, Joseph Ndombé Makaya, après le match d'un but partout livré par son équipe le 2 août au Complexe sportif de Pointe-Noire face à la Jeunesse sportive de Talangaï, match comptant pour la 31e journée.



Joseph Ndombé Makaya «Adiac»

À trois journées de la fin de la compétition, le FC Nathaly's est 17e au classement général avec 27 points après son match d'un but partout réalisé contre la JST le week-end dernier. Pourtant 15e à l'issue de la 30e journée, les protégés de Thernand Mboumba promettent maintenir leur souffle jusqu'à la fin du championnat car tout est encore possible. « Il faut toujours espérer parce que c'est un championnat à match de trois points. On a eu quelque temps de rebond, ce n'est pas encore la catastrophe. On croit à quelque

chose parce qu'on arrivera à réaliser ce sauvetage. Nous avons la conviction de gagner. À 48 heures du match, on ne désespère pas », s'est-t-il rassuré.

Sauveur de Nico-nicoyé, la saison dernière quand cette équipe battait de l'aile, Joseph Ndombé Makaya, ancien entraîneur l'AS Cheminots, a dit qu'il va réaliser le sauvetage de Nathaly's, tout est encore possible. « Si nos prédécesseurs avaient fait un effort d'avoir ne fût ce que 15 points à la phase aller, aujourd'hui on serait à l'abri. À trois journées de la fin de la phase retour, nous avons 17 points contre 10 à la phase aller pourtant c'est presque le même groupe. Notre secret est la confiance avec les joueurs, la manière de les prendre en charge et de communiquer avec eux », a-t-il renchéri.

Le FC Nathaly's étant parmi les 5 équipes qui tiennent la queue du championnat, l'entraîneur a indiqué que son équipe s'arrangera à être parmi les meilleures. « Si la saison dernière, la Ligue de Pointe-Noire était seule à perdre 4 équipes, je crois que cette saison Pointe-Noire va embarquer avec elle d'autres Ligues », a martelé l'entraîneur. Soulignons que pour rendre plus performant le FC Nathaly's en phase retour, le comité directeur de l'équipe a renouvelé son staff technique et recruté de nouveaux joueurs. Ce staff technique est composé de Joseph Ndombé Makaya, entraîneur principal; Yamba, entraîneur adjoint et Onya-Onya, entraîneur des gardiens.

Charlem Léa Legnoki

## VILLAGE DU FESTIVALIER

## Le groupe Embeudah se produira à la 1re édition

Un panel de groupes et d'artistes musiciens present au stade Kokolo Copa, dans le deuxième arrondissement de Pointe-Noire, qui abrite la première édition du village du festivalier. Et le 10 septembre à partir de 17 heures, ce festival accueillera le groupe Embeudah pour un concert étincelant.



Depuis un certain temps, le groupe Embeudah est devenu une véritable référence pour les jeunes amoureux de la musique hip-hop et afro beat. Ce groupe connaît un succès retentissant sur la scène nationale et au-delà des frontières depuis la sortie de son opus « Louboutin ». Le dimanche prochain, les jeunes de ce groupe s'embarqueront dans une nouvelle aventure qui les amènera au village du festivalier dans la

ville de Pointe-Noire pour une brillante prestation. Dans ce village, ces jeunes monteront sur scène pour interpréter à nouveau leur chanson fétiche « Louboutin ». Une chanson qui leur a fait connaître du grand public. Leurs voix haut perchées et limpides feront balader la population de la ville océane dans les sonorités afrobeat plus accentuées. Le week-end prochain, le village du festivalier connaîtra une autre bouffée d'air avec

l'entrée en matière du groupe Embeudah. Ces jeunes ont un véritable don, leur voix. On dit souvent que le talent n'a pas d'âge. Ces jeunes prodiges originaires de Brazzaville prouveront une fois plus de quoi ils sont capables. De par leur voix et leur chorégraphie, ils feront danser la foule en véhiculant leur message. Notons que le groupe Embeudah a promis un bon concert rempli d'énergie et d'émotion.

Hugues Prosper Mabonzo

## CHINE/AFRIQUE

# Les professionnels des médias renforcent leur coopération

À l'initiative de l'Association des journalistes chinois, une vingtaine de professionnels des médias issus de plusieurs pays africains, séjournent depuis le 4 septembre à Pékin et Shanghai

Venus, entre autres, du Togo, de la République démocratique du Congo, Centrafrique, Guinée-Bissau, du Mali, Benin et Congo, les 24 journalistes africains ont échangé le 5 septembre, avec la vice-présidente de « All-China journalists association », Wang Changmei et le chef de département liaison internationale, Rong Changhai. Au cours de cet entretien, qui s'est déroulé au siège de cette association, créée en 1931, les deux parties ont passé en revue les questions liées à la pratique de la profession de journaliste dans leurs pays respectifs avec un accent particulier sur la situation de la liberté de la presse en Chine.

Disposant des bureaux en province, l'association des journalistes chinois est l'unique organisation dans le pays, qui regroupe en son sein environ 7 000 médias et associations. Parmi ses objectifs, figurent la formation, la protection et la défense des intérêts des chevaliers de la plume. Elle promeut également l'excellence et la communication internationale à travers la signature des accords de partenariat avec d'autres

organisations étrangères.

La partie chinoise, qui a reconnu l'importance des échanges d'expérience entre professionnels, n'a pas écarté la possibilité de créer l'union des journalistes internationaux afin de protéger les intérêts des chevaliers de la plume et du micro. Pour rappel, All-China journalists association a comme sources de revenus les cotisations de ses membres, les donations des entreprises, ainsi que les financements des fondations et de l'Etat surtout en ce qui concerne la formation des journalistes étrangers.

## Le palais de l'été et la grande muraille, deux endroits historiques de la Chine

Avant de s'entretenir avec les responsables de l'association des journalistes chinois, la délégation africaine a visité en matinée l'Entrepreneurship Street à Zhongguancun, Xinhuanet Information Service et le quotidien du peuple « people's daily ». La première est une société de financement des hautes technologies à laquelle fait partie Start Times, destinée

à faciliter la création des petites entreprises. Quant à la deuxième entreprise, qui emploie environ 5000 personnes, est une grande société des médias en Chine.

puis 1997, des sites Web compte parmi les premiers du pays tel qu'en témoignent ses nombreux prix de meilleur journal. Parmi les compartiments visités par

visitait le palais d'Été construit au 18e siècle sur une étendue de 290 hectares et la Grande muraille de Mutianya située dans la banlieue de Pékin sur une superficie de



Affiche du spectacle crédit photo «DR»

S'agissant de « people's daily », le journal du parti communiste chinois, qui emploie plus de 3000 employés, occupe un bâtiment de 32 étages. Avec un tirage de 2,500 millions d'exemplaires par jour, ce quotidien qui a lancé de-

les journalistes africains on peut citer, entre autres, le Centre de promotion des applications mobiles, le studio d'enregistrement. Le nombre d'abonnés est estimé à plus de 600 millions.

Le 4 septembre, cette délégation

6,200 km. Erigée au 15e siècle, la Grande muraille visait à éviter l'envahisseur venant du nord du pays. Elle commence à Shanhai Guang au nord et se termine à Sinjin Ayu Guang à l'Est.

Parfait Wilfried Douniama

## FOOTBALL

## Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

### National 2, 4e journée

#### Groupe A

Damien Mayenga est entré à la 70e lors du carton de Bergerac sur le terrain de Mont-de-Marsan (4-0).

Sans Hugo Konongo mais avec Archi Fataki, Paulhan-Pézenas coule à Fréjus (0-4).

Christian Madédé est resté sur le banc des remplaçants lors de la défaite de la réserve de l'Olympique de Marseille à Grasse (1-3).

Davy Ngoma est entré à la 73e lors de la défaite de Tarbes face à Marignane (1-2).

#### Groupe B

Jean-Bryan Boukaka était titulaire lors du la défaite de Saint-Priest à Schiltigheim (0-1).

Alan Dzabana a joué l'intégralité du match remporté par la réserve de Lyon face à Annecy (2-1).

#### Groupe C

Toujours privé de Yves Owomat (claquage), Beauvais arrache son premier succès de la saison face à Saint-Maur (3-2).

Viry-Châtillon bat Croix (2-0) avec Dalnath Miatoudila titulaire.

Dolan Bahamboula est entré à la 66e lors du succès de Sainte-Geneviève-des-Bois à Poissy (1-0).

Sans Brunallergene Etou, absent, Drancy est tenu en échec par Reims (1-1).

#### Groupe D

Bevic Moussiti Oko, titulaire, et Le Havre font naufrage à Saint-Privé-Saint-Hilaire (0-5).

Juvrel Loumingou, titulaire en défense centrale, et Limoges s'inclinent à Saint-Malo (0-2).

Camille Delourme

## SANTÉ

## L'ARDBE s'engage à soulager les enfants souffrant de pieds bots

**L'Association pour le développement de la réadaptation et le bien-être (ARDBE) entend aider les familles congolaises qui disposent des enfants présentant des malformations congénitales des pieds à travers la méthode américaine « Ponseti ».**

Le président de l'ARDBE Alphonse Nganga a lancé le 5 septembre à Brazzaville, un programme de traitement des enfants ayant des pieds bots, une pathologie qui entraîne la perte des capacités motrices.

« Le programme pour pieds bots que nous voulons appliquer dans le territoire national s'étendra non seulement à Brazzaville, mais aussi à Pointe-Noire à Dolisie et ailleurs », a-t-il déclaré.

La méthode américaine qui porte le nom de son créateur le Dr Ponseti, permet de traiter les pieds bots en un temps réduit et à moindre coût par rapport aux autres méthodes traditionnelles. Elle se fait en deux grandes étapes.

La première consiste en la correction des pieds par le port des plâtres chaque semaine suivi d'une

opération chirurgicale du tondant d'Achille appelée « ténotomie » ; la seconde concerne la rééducation par le port des attelles pédieuses en abductions pendant 23 heures chaque jour durant les trois premiers mois. Après ces trois mois, le port de ces attelles continuera

**« C'est un bon centre qui utilise une méthode efficace. J'ai commencé le traitement de mon fils le 15 mars 2017 et aujourd'hui à première vue ses pieds sont redevenus normaux mais je vais persévérer dans le port des attelles et le suivi médical au centre »**

exclusivement les nuits jusqu'aux 5 ans de l'enfant malade.

Selon les statistiques de l'OMS, « pour 1000 naissances, il y a un cas d'enfant né avec les pieds bots ». Cela prouve l'ampleur de cette maladie dans le monde. Ainsi, au Congo l'ADBRE a conçu un programme de formation des

agents de santé dont les infirmières, les sages-femmes et autres sur la méthode « Ponseti » pour prévenir contre cette maladie et éviter que les enfants congolais grandissent avec la pathologie.

Le coordonnateur technique du programme « pour un Congo sans handicap dû aux pieds bots » de l'ARDBE, Mbemba Robert a signifié qu'à ce jour cette association a déjà soigné sept enfants des pieds bots grâce à la méthode Ponseti.

« C'est un bon centre qui utilise une méthode efficace. J'ai commencé le traitement de mon fils le 15 mars 2017 et aujourd'hui à première vue ses pieds sont redevenus normaux mais je vais persévérer dans le port des attelles et le suivi médical au centre », a dit Mme Mokombi, mère d'un enfant malade atteint de pieds bots.

L'ARDBE prévoit de descendre dans les départements pour soigner les enfants souffrant de pieds bots. Dans un premier temps, elle se déploiera à Brazzaville, Pointe-Noire, Niari, Cuvette, Bouenza et Sangha. Cette association entend traiter plus de 600 enfants dans une période de trois ans.

Désy Mbakou Demba (Stagiaire)